

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 NANTES

NANTES, le 11/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **TRENTETROIS**

ZI Limay Porcheville  
78440 Gargenville

Références : N3-2023-428 - RAPPORT  
Code AIOT : 0006304736

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement TRENTETROIS implanté Rue Victor Schoelcher Zone industrialo-portuaire de Cheviré 44100 Nantes. L'inspection a été annoncée le 17/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Au 1er janvier 2023, un nouvel exploitant, la société TRENTETROIS, a repris les activités du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRENTETROIS
- Rue Victor Schoelcher Zone industrialo-portuaire de Cheviré 44100 Nantes
- Code AIOT : 0006304736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation regroupe plusieurs activités :

- Tri, transit, regroupement et traitement de déchets métalliques et de DEEE
- Centre VHU et broyeur VHU

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion du site
- Gestion des déchets
- Gestion du risque incendie
- Réexamen IED
- Suivi des rejets atmosphériques et aqueux
- Vérifications et contrôle

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion du risque foudre	Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 8.6	/	Sans objet
2	Réexamen IED	Lettre du 06/01/2022 et arrêté ministériel du 17 décembre 2019, annexe 3	/	Sans objet
5	Gestion du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 8.9.4 et Arrêté Préfectoral du 21 février 2011, article 4	/	Sans objet
6	Traçabilité et procédure d'acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 3	/	Sans objet
7	Gestion de l'activité de traitement des VHU	Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 3.4.6	/	Sans objet
9	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 8.5	/	Sans objet
10	Entretien annuel du système de traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 5.2	/	Sans objet
11	Contrôle trisannuel des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 7.2.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suivi des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 4.2 et 4.3	/	Sans objet
4	Suivi des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 13/11/2007, article 5.3.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Gestion des fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 16/03/2023, article R 543-88 et suivants	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses non conformités constatées mais qui sont, pour partie, du fait de l'ancien exploitant, AFM Recyclage. Le nouvel exploitant semble avoir pris la mesure des écarts et a déjà mis en place des actions concrètes afin de les corriger, notamment sur les installations électriques, le traitement des VHU ou la gestion du risque foudre par l'établissement de bon de commande d'actions correctives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion du risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en place des mesures de protection suite à la réalisation de l'analyse du risque foudre (le 19/06/2017 par RG CONSULT) et l'étude technique (le 06/07/2017 par RG CONSULT)
<b>Constats :</b> L'analyse du risque foudre et l'étude technique ont été réalisées par l'ancien exploitant, AFM RECYCLAGE, en 2017 sans mettre en place les mesures de protection. L'exploitant a choisi un prestataire, la société LUSSAULT CAMPANISTE, et a transmis le bon de commande pour la mise en place de ces mesures de protection : - Installation de parafoudres sur les armoires électriques - Mise en place d'une liaison équipotentielle entre la terre et la grue et la cisaille L'intervention est programmée pour le 25 avril 2023.
<b>Avis de l'inspection :</b> L'exploitant transmettra le bon d'intervention du prestataire dès la réalisation des mesures de protection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 06/01/2022 et arrêté ministériel du 17 décembre 2019, annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réexamen IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Réponse à la demande de compléments transmis par courrier du 06/01/2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Périmètre IED à modifier</li> <li>- Etude des BREF secondaires</li> <li>- Positionnement sur l'actualisation des prescriptions</li> <li>- Inventaire des flux aqueux et atmosphériques</li> <li>- Renforcement du suivi des rejets atmosphériques</li> <li>- Renforcement du suivi des rejets aqueux</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'ancien exploitant, AFM RECYCLAGE, a transmis un complément à son réexamen IED reçu le 22 septembre 2022 par l'inspection des installations classées suite à la demande de compléments du 6 janvier 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le périmètre IED a été modifié et intègre désormais l'ensemble du site d'exploitation incluant notamment l'ensemble des activités connexes à l'activité IED du site.</li> <li>- Les BREF secondaires ont été étudiés et intégrés au réexamen IED du site. Seul le BREF EFS a donné lieu à une étude, les autres BREF transverses étant considérés par l'exploitant non applicables au site</li> <li>- L'exploitant ne sollicite pas de dérogation au titre de l'article R. 515-70 du code de l'Environnement.</li> <li>- L'exploitant a réalisé l'inventaire de ses flux aqueux et atmosphériques</li> <li>- Dans le cadre de l'autosurveillance de ses rejets aqueux, l'exploitant a intégré le paramètre arsenic dans le spectre analytique des analyses et réalise des analyses mensuels de ses rejets aqueux.</li> </ul> <p>Avis de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le cadre du suivi des rejets atmosphériques, les poussières devront désormais être suivies de façon semestrielle en y ajoutant les COVT. Pour les paramètres retardateurs de flamme bromés, PCB de type dioxine et PCDD/F, l'exploitant devra se positionner quant à la pertinence de leur ajout au spectre analytique soit en établissant un inventaire de ses rejets atmosphériques incluant ou excluant ces paramètres, soit en réalisant une campagne de mesures de ses rejets en y incluant les composés.</li> <li>- Dans le cadre du suivi des rejets aqueux, pour les paramètres PFOA et PFOS, l'exploitant devra se positionner quant à la pertinence de leur ajout au spectre analytique soit en établissant un inventaire de ses rejets aqueux incluant ou excluant ses paramètres, soit en réalisant une campagne de mesures de ses rejets en y incluant les composés.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Suivi des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 4.2 et 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle de la conformité des résultats
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise annuellement le contrôle de ses rejets atmosphériques. Le dernier contrôle a été réalisé par la société APAVE le 22/11/2022. Le contrôle ne fait état d'aucune non conformité. Le contrôle est maintenu annuellement bien que le débit de poussières ait été mesuré à 75g/h car aucun dépassement des valeurs limites d'émission n'a été observé pour l'ensemble des éléments métalliques prescrits.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Suivi des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/11/2007, article 5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle de la conformité des résultats
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait procéder à 2 contrôles en 2022, le 28/03/2022 et le 14/09/2022, réalisés par la société WESSLING. On identifie un dépassement en DBO5 (32 mg/l au lieu de 30 mg/l) ainsi qu'un dépassement en Fe+Al (7,78 mg/l au lieu de 5 mg/l) en mars 2022. Ces dépassements ne sont pas relevés dans le résultat des analyses de septembre 2022.  Afin de se conformer à son arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, le nouvel exploitant a mis en place, en 2023, un suivi mensuel de ses eaux de rejets et aucun écart n'est identifié sur ces analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Gestion du risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 8.9.4 et Arrêté Préfectoral du 21 février 2011, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Confinement des eaux incendie</li><li>- Capacité en eaux d'extinction</li><li>- Vérification annuelle des moyens d'intervention</li><li>- Consignes de procédure incendie</li><li>- Formation des salariés</li></ul>
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Sur site, il a été constaté la présence d'un bassin permettant le confinement des eaux en cas d'incendie avec un marquage visible permettant de s'assurer de la disponibilité des 500 m<sup>3</sup> réglementaires.</li><li>- 2 poteaux incendies sont présents sur site et délivrent respectivement 95 m<sup>3</sup>/h et 92m<sup>3</sup>/h en simultané (attestation de débit transmise par l'exploitant).</li><li>- L'exploitant a fait réalisé le contrôle annuel des équipements suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>- Les 75 extincteurs le 19/05/2022 par ENS Sécurité Incendie</li><li>- les RIA le 31/01/2023 par ENS Sécurité Incendie</li><li>- les trappes de désenfumages le 03/06/2022 par ENS Sécurité Incendie</li></ul></li></ul> <p>Chaque année, l'ensemble du personnel reçoit une formation de première intervention en cas d'incendie. Les attestations de formation ont été fournies par l'exploitant.</p> <p><u>Avis de l'inspection :</u></p> <p>Le dispositif de détection et d'extinction automatique dans le local de stockage des résidus de broyage ainsi que la détection incendie dans le local de surpression pour l'alimentation des poteaux incendie ne sont pas contrôlés. Ces éléments devront faire l'objet d'un contrôle de leur bon fonctionnement dans les meilleurs délais et être, à terme, intégrer au programme de vérification annuelle des moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>La formation annuelle du personnel devra désormais inclure la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours du site, notamment les poteaux incendie privés.</p> <p>Des consignes de procédure incendie ont été réalisées par l'exploitant mais ne sont pas affichées à destination du personnel. Il s'agira de réaliser ces affichages.</p> <p>Les attestations de débit des 6 poteaux publics seront à établir, un débit minimum de 174 m<sup>3</sup>/h est requis.</p> <p>Il s'agira d'apporter les preuves du bon dimensionnement des 2 bassins d'eaux incendie, respectivement de 260 m<sup>3</sup> et 225 m<sup>3</sup>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Traçabilité et procédure d'acceptation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité et procédure d'acceptation des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tenue d'un registre qui permet la traçabilité de l'ensemble des déchets Mise en place d'une procédure d'acceptation préalable pour la réception des déchets
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place un registre des déchets pour l'ensemble des types de déchets présents sur site avec l'ensemble des informations réglementaires, et trackdéchets a été mis en place pour le suivi des déchets dangereux. La procédure d'acceptation préalable des déchets a été mise en place par le nouvel exploitant mais ne prend pas en compte l'ensemble des déchets à intégrer à la procédure.
<b>Avis de l'inspection :</b> L'exploitant s'attachera à systématiser la procédure d'acceptation préalable pour l'ensemble des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Gestion de l'activité de traitement des VHU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 3.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'activité de traitement des VHU
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - Réalisation et conformité de la vérification annuelle de conformité de l'activité de dépollution de VHU - Réalisation et conformité de la vérification annuelle de conformité de l'activité de broyage des VHU - Contrôle de la bonne réalisation de l'activité de dépollution
<b>Constats :</b> La vérification annuelle de conformité du centre VHU et de l'activité de broyage des VHU a été réalisée le 30 mai 2022 par AB Certification : Aucune non conformité n'a été relevée. L'ensemble des activités de dépollution se déroule à l'abri des intempéries sur une rétention dont le volume est disponible. L'ensemble des contenants des fluides dangereux récupérés sont sur rétention et identifiée. Le jour de l'inspection, aucune dépollution n'était en cours et 2 VHU sont en attente de dépollution sur une surface imperméable associée à un système de récupération des écoulements de liquides dangereux.
<b>Avis de l'inspection :</b> L'organisme vérificateur n'a pas relevé de non conformité, cependant l'exploitant neutralise les airbags par simple coupure électrique, ce qui n'est pas suffisant. L'exploitant s'attachera à s'équiper d'un système de déclenchement des airbags afin de neutraliser le dispositif.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Gestion des fluides frigorigènes

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/03/2023, article R 543-88 et suivants
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des fluides frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - Attestation de capacité de moins de 5 ans - Attestation d'aptitude d'au moins un salarié
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son attestation de capacité du site produite par la société SOCOTEC et datée du 2/12/2022 ainsi que l'attestation d'aptitude de M. Philippe GAUTER, salarié du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 8.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Réalisation et conformité du contrôle annuel des installations électriques
<b>Constats :</b> Le contrôle des installations électriques a été réalisé le 27/02/2023 par la société SOCOTEC : 41 non conformités ont été relevées. L'exploitant a transmis le bon de commande adressé à la société FAUCHE pour la correction de ces écarts.  <u>Avis de l'exploitant :</u> Le rapport de contrôle fait état de très nombreuses non conformités. Néanmoins, 28 de ces non conformités sont identifiées comme étant déjà signalées dans le précédent rapport, ce qui suggère que l'ancien exploitant n'a pas fait le nécessaire. Le nouvel exploitant devra faire conduire les actions correctives dans les meilleurs délais et informer l'inspection des installations classées dès leur réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Entretien annuel du système de traitement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Entretien annuel du système de traitement des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Réalisation de l'entretien annuel du système de traitement des eaux
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas pu adresser les éléments d'entretien du système de traitement des eaux de rejet pour l'année 2022. Ce dernier déclare que ces éléments n'ont pas été transmis par l'ancien exploitant. L'exploitant a transmis le bon de commande pour l'année 2023.  <u>Avis de l'inspection :</u> L'exploitant transmettra les éléments d'entretien (Bon d'intervention et BSDD) dès la réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Contrôle tri-annuel des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2007, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle trisannuel des niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification et conformité du contrôle trisannuel des niveaux sonores
<b>Constats :</b> La dernière mesure des niveaux sonores a été réalisée le 5/11/21 par la société ATEA ENVIRONNEMENT. Un dépassement en ZER est constaté au niveau du point ZER A (+ 2,5 dB(A) au-delà de la limite admise). Néanmoins, les points de mesure des ZER se situent en limite de propriété, ce qui constitue un facteur aggravant.  Pour information, la règle qui consiste à comparer les L50 pour le calcul de l'émergence est effectivement applicable si LAEQ -L50 > 5dB. Cependant ce critère doit se baser sur la mesure de bruit résiduel et non pas sur la mesure du bruit ambiant.  <u>Avis de l'inspection :</u> Pour la prochaine campagne de mesure, il s'agira de choisir des points de mesure en ZER plus représentatif afin d'obtenir des résultats plus cohérent avec la situation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet